



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONT SCA

Z.I. Le Domaine
50220 Ducey-Les Chéris

Références : 2025-187
Code AIOT : 0005301493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONT SCA implanté Z.I. Le Domaine 50220 Ducey-Les Chéris. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de l'inspection visait à contrôler par sondage l'application de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONT SCA
- Z.I. Le Domaine 50220 Ducey-Les Chéris

- Code AIOT : 0005301493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La fromagerie de Ducey est spécialisée dans la production de fromages à pâte molle.
L'usine travaille en continu (365j/365).
Le site emploie environ 200 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF
- IED-MTD
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-7 et Titre III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre III	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2004, article 16.8	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-5 et 6	Sans objet
3	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-8	Sans objet
4	Substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-10	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Ministériel du 27/02/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article Annexe Titre II-12	
7	Odeurs	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de l'inspection visait à contrôler, par sondage, l'application de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire. Le site de Ducey est une installation agroalimentaire notamment classée sous le régime de la rubrique IED n°3642. Cette inspection répond à une action régionale en Normandie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-5 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'un SME opérationnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes:</p> <p>I. - Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un SME efficace;</p> <p>II. - Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement;</p> <p>III. - Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation;</p> <p>IV. - Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables;</p> <p>....</p> <p>X. - Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents;</p> <p>XI. - Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces; XII. - Mise en oeuvre de programmes de maintenance appropriés;</p> <p>XIII. - Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention</p>

ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence;

XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service;

XV. - Mise en oeuvre d'un programme de surveillance et de mesurage;

XVI. - Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur;

XVII. - Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour;

XVIII. - Evaluation des causes de non-conformité, mise en oeuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels;

XIX. - Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité;

XX. - Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres. Le SME intègre également les éléments suivants: - un plan de gestion du bruit (voir point 13.1); - un plan de gestion des odeurs (voir point 14); - un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6); - un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a). Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences. Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

L'exploitant a rappelé son organisation, basée sur la démarche RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise). Cette organisation repose notamment sur celle du groupe SAVENCIA, qui fixe des objectifs et des indicateurs de performances (KPi) aux différents sites.

Les indicateurs sont suivis soit à la maille hebdomadaire (gaz, eau), soit à la maille mensuelle (électricité, GES).

Ainsi, pour l'année 2025, les objectifs de réduction sont pour les gaz à effets de serre de 3%, pour les déchets de 3%, pour la consommation des énergies de 2%. Des objectifs plus ambitieux sont fixés à l'horizon 2032, l'année de référence étant 2019. Des tableaux de bords permettent de

<p>suivre la consommation en eau, gaz et électricité.</p>
<p>Des audits internes et externes sont régulièrement réalisés sur les thématiques environnementales.</p>
<p>Une base de données (GED : gestion électronique des documents) centralise les différentes procédures applicables.</p>
<p>En matière de gestion des déchets (avec notamment la création d'une aire centralisée), il est noté qu'une réflexion est intégrée au schéma directeur de l'usine.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-7 et Titre III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.1. Suivi et inventaire des effluents aqueux Sur la base de l'inventaire décrit au point 6, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement des effluents.</p> <p>7.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées avait invité l'exploitant lors de l'inspection du 31/07/24 à se positionner sur la réalisation d'un audit dans le domaine de la gestion de l'eau par un bureau d'études indépendant.</p> <p>Pour répondre à cette demande, l'exploitant a réalisé un audit interne (avec un expert du groupe SAVENCIA) dans le domaine de la gestion de l'eau en décembre 2024 ; parmi les recommandations, il est demandé de renforcer le maillage des compteurs d'eau au sein des ateliers, pour mieux identifier les consommations d'eau au niveau des équipements.</p> <p>L'inspection des installations classées demande que cet audit interne soit formalisé sous la forme d'un rapport, assorti de recommandations et de propositions de délais de réalisation.</p>

<p>Pour les rejets d'effluents aqueux, et conformément aux engagements du dossier de réexamen, la surveillance des paramètres a été renforcée sur le site en 2023, notamment pour les paramètres Azote (surveillance 1 fois par jour), Chlorure (1 fois par mois) et Phosphore (1 fois par jour). Le cadre GIDAF est cohérent avec les paramètres à surveiller.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 3 mois la transmission du rapport d'audit interne de 2024 dans le domaine de la gestion de l'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Efficacité énergétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique a et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point b.</p> <p>a -Plan d'efficacité énergétique</p> <p>Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p> <p>b -Utilisation de techniques courantes</p> <p>Les techniques courantes comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La régulation et le contrôle des brûleurs ; - La cogénération ; - Les moteurs économes en énergie ; - La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ; - L'éclairage ; - La réduction au minimum de la purge de la chaudière ; - L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ; - Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ; - Les systèmes de commande de procédés ; - La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;

<ul style="list-style-type: none"> - La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ; - Les variateurs de vitesse ; - L'évaporation à multiples effets ; - L'utilisation de l'énergie solaire.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise réaliser des audits énergétiques tous les 5 ans avec un bureau d'études compétent.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant suit mensuellement la consommation énergétique des utilités (électricité, gaz) sur le site.</p> <p>Le groupe SAVENCIA fixe des objectifs de réduction des consommations des énergies de façon annuelle et à moyen terme.</p> <p>L'exploitant réalise une maintenance préventive des équipements (réglage du brûleur de la chaudière notamment), mise en place de pompes à chaleur...</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Substances dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire.</p> <p>Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme l'utilisation de fluides frigorigènes à faible réchauffement planétaire, comme le R134a (50kg sur le site).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage tampon des effluents aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux. La capacité appropriée est déterminée par une évaluation des risques (tenant compte de la nature du ou des polluants, de leurs effets sur le traitement ultérieur des effluents aqueux, du milieu récepteur, etc.). Les effluents aqueux contenus dans ce stockage tampon ne sont rejetés qu'après que les mesures appropriées ont été prises. Dans le cas des unités existantes, la technique peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de la configuration du système de collecte des effluents aqueux.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site de Ducey ne dispose pas de bassin tampon. L'exploitant rappelle que le bassin d'aération est d'un volume de 3000m³ et que le site rejette environ 1000m³ d'effluents aqueux par jour.</p> <p>En cas de besoin, le site dispose d'une certaine capacité de stockage dans le silo à boues et d'une bâche souple (vide) de 800m³. L'exploitant précise qu'un PCA (plan de continuité d'activité) de la STEP sera établi pour la fin de l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier par une évaluation des risques, sous 6 mois, la capacité de stockage tampon des effluents aqueux. Le PCA de la STEP pourra être fourni à cette occasion.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants: - un protocole précisant les actions et le calendrier; - un protocole de surveillance des émissions sonores; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple); - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention ou de réduction. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le dossier de réexamen IED de novembre 2020, l'exploitant s'était engagé à établir un plan de gestion du bruit. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté une procédure sur la thématique du bruit et les actions à mener.</p> <p>L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans des mesures sonores ; le dernier rapport de contrôle de 2022 statue sur la conformité des installations. Le prochain contrôle des émissions sonores est</p>

planifié en 2025.
Il est rappelé qu'il n'y a pas de plainte pour le site sur la thématique du bruit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande sous 3 mois la transmission du rapport des mesures sonores pour l'année 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-13
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des odeurs
Prescription contrôlée :
Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants: - un protocole précisant les actions et le calendrier; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple); - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.
Constats :
Dans le dossier de réexamen IED de novembre 2020, l'exploitant s'était engagé à établir un plan de gestion des odeurs. En salle, l'exploitant a présenté une procédure avec les différentes origines possibles des odeurs (stockage des boues, STEP, ammoniac, fosse septique...) et les actions à mener. Il est rappelé qu'il n'y a pas de plainte sur la thématique des odeurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre III
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau d'émission en poussière et autres paramètres
Prescription contrôlée :
15. Secteur de l'alimentation animale 15.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air Les émissions dans l'air

<p>respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes. Voir tableau AMPG</p> <p>17. Secteur de l'industrie laitière 17.3. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air Les émissions canalisées dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes. Voir tableau AMPG</p> <p>21. Secteur de la meunerie 21.1. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air. Voir tableau AMPG</p> <p>23. Secteur de la transformation d'oléagineux et du raffinage des huiles végétales 23.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air. Voir tableau AMPG</p> <p>26. Secteur de la fabrication de sucre 26.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air. Voir tableau AMPG</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de Ducey dispose de 2 chaudières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une chaudière alimentée au fuel, arrêtée, qui sera démantelée en mai 2025 ; - une chaudière alimentée au gaz naturel, dont les émissions atmosphériques ont été contrôlées en 2024 par un organisme compétent. Après consultation du rapport, il est noté une non-conformité sur le paramètre NOx. <p>Le prochain contrôle des émissions atmosphériques est planifié en juin 2025.</p> <p>Le jour de l'inspection, la chaudière était en maintenance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 6 mois la transmission du rapport de contrôle des émissions atmosphériques pour l'année 2025. En cas de non-conformité sur un (ou plusieurs) paramètre(s), un plan d'actions devra être défini.</p> <p>Il conviendra de porter à la connaissance du préfet l'arrêt de la chaudière alimentée au fuel, et de se positionner sur l'impact sur la rubrique ICPE n°4734. Un diagnostic de sols sera à réaliser pour attester du niveau de pollution des sols.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2004, article 16.8
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée :

Ressources en eau

L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 150m³/h pendant 2 heures sous une pression de 1 bar.

Constats :

L'exploitant procède actuellement à une actualisation du calcul D9 (besoin en eau) pour le site.

L'exploitant a par ailleurs demandé au syndicat des eaux (SDEAU) le débit du poteau incendie interne au site et à la mairie le débit des poteaux incendie externes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande sous 6 mois :

- le calcul actualisé D9 pour le site ;
- le débit des poteaux internes et externes ;
- la position de l'exploitant sur la suffisance de la ressource en eau. En cas de non atteinte du débit requis, des propositions devront être faites pour atteindre l'objectif. Un échange avec le SDIS 50 pourrait être opportun.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois